

peasant attitude change after the lawlessness of 1850. Provincial officials were being disturbed and rural crimes took on class connotations, as indicated in the following quote:

«Rustlers, highway men, extortionists, and cutthroats preyed increasingly upon estate owners, lawyers, usurers, friars, and itinerant Chinese merchants, all the emerging enemies, in short, of the troubled peasantry.

«Little more than endemic peasant protest against oppression and poverty, a cry for vengeance on the rich and the oppressors, a vague dream of some curb upon them, a righting of individual wrongs.» (Sturtevant, 116-7).

Peasants, up against the Westernized elite, refused to capitulate and the irreconcilable minority shifted from overt to covert rebellion. Between 1911 and 1920 underground organizations in the countryside extended the heritage of peasant resistance to external authorities and provided covering for the new generation of those committed to violent rectification efforts. Thus, evolving tranquility was destroyed after 1923 when the movements surfaced in periods of agrarian unrest and tumult, (Sturtevant, 14).

#### References

- 1 - Alexandrov, Yu, G., *The Peasant movements of Developing Countries in Asia and North Africa after the Second World War*, in Landsberger H. (ed.), *Rural Protest: Peasant Movements and Social Change*, McMillan, London, 1974.
- 2 - Amin, Samir, and Vergopoulos, Kostas, *La Question Paysanne et le Capitalisme*, Anthropos, Paris, 1974.
- 3 - Behr, Edward, W.W., *The Algerian Problem*, Norton, New York, 1962.
- 4 - Blanco, Hugo, *Land or Death: The Peasant Struggle in Peru*, Pathfinder Press, New York, 1972.
- 5 - Castex, Patric, *Voie Chilienne au Socialisme et luttes Paysannes: Approche Théorique et Pratique Non-Révolutionnaire*, Maspéro, Paris, 1977.
- 6 - Ibn Khaldun, *The Mugaddimah; An Introduction to History*, translated by Franz Rosenthal, Pantheon Books, New York, 1958.
- 7 - Kouache, Hocine, *Colonialism and Rural Change In Algéria*. Master thesis, Michigan State University, Dept. of Sociology, 1979.
- 8 - Kouache, Hocine, *Colonial Impact on Rural Change in Algeria*, a research paper presented to the fourth international scientific seminar of Arab Organization of Labor in Algiers on March 24-29, 1984.
- 9 - Landsberger, H.A. (ed.), *Rural Protest: Peasant movements and Social Change*, McMillan Press, London, 1974.



# LES MEDERSAS LIBRES SOUS LA COLONISATION, LEUR CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE ARABE ET AU RENFORCEMENT DE LA PERSONNALITE ALGERIENNE. L'EXEMPLE DE LA MEDERSA «MOUSTAKBAL CHABAB» D'HUDEIN--DEY (ALGER)

=====**K. ALIMAZIGHI**=====

Deux raisons principales expliquent la production de cet article: une raison subjective, l'auteur étant le fils de feu Alimazighi Mohammed qui, durant de nombreuses années a inlassablement et bénévolement contribué au fonctionnement de l'établissement au poste de secrétaire général; une raison objective, apporter une modeste contribution à l'histoire récente de l'Algérie en examinant un des nombreux aspects du combat du peuple algérien contre le colonialisme: la lutte sur le plan culturel contre les tentatives de dépersonnalisation.

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que la documentation écrite que nous avons eu l'occasion -- et la chance -- de consulter se trouve assez réduite, elle a échappé

à l'incendie criminel qui a ravagé l'école en juin 1962. L'essentiel des informations contenues dans le présent texte provient d'une part de l'analyse d'archives et d'autre part d'interviews réalisées séparément avec deux anciens membres de l'association qui assurait la direction de la Médersa: MM. BOUAOUICHE Saïd et GHEBALOU Mahieddine.

Pour avoir une idée sur les conditions qui ont entouré la création de la Médersa «Moustakbal Chabab» d'Hussein-Dey, il est utile de faire un bref rappel historique des principaux faits et événements ayant un rapport étroit avec la question de l'enseignement de la langue arabe en Algérie durant la colonisation.

Un ouvrage d'Histoire d'une exceptionnelle richesse, rédigé par un collectif de chercheurs français, signale qu'à la veille de l'occupation coloniale du pays, la population algérienne avait «peut-être plus d'éducation que le peuple français, presque tous les hommes (savaient) lire, écrire, compter»<sup>1</sup> Le pourcentage des illettrés était moins fort qu'en France où il dépassait 40% .

Lorsque l'on considère le taux très élevé d'analphabètes algériens au lendemain de l'indépendance, le mythe de «mission civilisatrice de la France en Algérie» s'écroule de lui-même. L'œuvre de destruction de tout ce qui avait trait à la culture et la personnalité algériennes a commencé dès les débuts de l'occupation militaire du pays par la fermeture de milliers de petites écoles, après avoir déclaré leur activité comme illégale.

Parmi les 21 infractions contenues dans le Code de l'Indigéant en 1890 (il en comptait 41 en 1881) deux sont relatives aux institutions scolaires:

- L'ouverture sans autorisation de tout établissement religieux ou d'enseignement.

- L'exercice non autorisé de la profession d'instituteur primaire.

La situation de pauvreté dans laquelle était plongée la

population algérienne, en particulier en milieu rural, rendait très difficile, voire impossible, la réunion des conditions nécessaires à l'ouverture d'une école; mais même lorsque les conditions minimales étaient réunies, les autorités coloniales trouvaient très facilement des prétextes pour refuser de délivrer l'autorisation, tout porte à croire qu'il s'agissait, en fait, d'une interdiction inavouée d'enseigner la langue arabe, interdiction entrant dans le cadre d'une politique murement réfléchie. Le XIX<sup>e</sup> siècle, depuis 1830, était caractérisé par les nombreuses révoltes armées contre l'envahisseur. Les leçons de ces expériences étaient tirées: la population algérienne était affaiblie et appauvrie par les vagues de répression violente, la dépossession de ses terres, la destruction de ses biens et l'assassinat de ses membres. Il apparaissait de plus en plus impossible de vaincre militairement un ennemi de plus en plus nombreux et équipé de moyens matériels puissants.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une nouvelle forme de lutte apparaît: des mouvements revendicatifs se constituent et demandent aux autorités une reconnaissance officielle pour pouvoir mener une action légale au grand jour.

C'est ainsi qu'IBN BADIS et ses compagnons créent l'Association des Oulama en Mai 1931. Ils se proposent l'éducation morale et religieuse des Algériens. Devant l'audience de plus en plus importante acquise par le mouvement, les autorités coloniales réagissent par la restriction du droit de prêcher dans les mosquées, la fermeture d'écoles coraniques et l'interdiction des journaux publiés par l'association. La lutte ne s'arrête pas pour autant, le mouvement réclame la séparation du culte musulman de l'Etat colonial, la liberté de l'enseignement de la langue arabe et le respect du statut personnel musulman. Les attitudes favorables à l'assimilation et à l'accession des Algériens à la citoyenneté française étaient condamnées.

C'est après cette brèche ouverte dans le système colonial oppresseur, dans cette atmosphère de lutte pour la défense de l'identité culturelle algérienne qu'est créée peu

avant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale (en 1937) l'Association «Moustakbal Chabab» qui se fait enregistrer officiellement en tant que «Société pour l'enseignement de la langue arabe».

Cette association disposait d'un petit local pouvant contenir une cinquantaine d'élèves, dans le quartier appelé «Cité Brossette» à Hussein-Dey, local qui servait à la fois de cours (apprentissage du Coran et de la langue arabe) et de lieu de prière collective.

Les statuts étaient rédigés de telle sorte qu'il apparaisse clairement que les buts de l'association étaient strictement limités à l'enseignement de la langue arabe et de l'Islam. Il était donc sous-entendu qu'elle n'avait aucun lien avec quelque parti politique que ce soit. Il était indispensable de présenter la demande d'autorisation de cette manière pour avoir l'espoir d'obtenir une réponse favorable. De plus, pour augmenter ses chances l'association s'est choisie comme président un membre d'une riche famille de propriétaires fonciers très respectée par l'administration coloniale.

Au début de l'année 1944 un immeuble était mis en vente au 7 Avenue Pasteur, à Hussein-Dey; son propriétaire, algérien, avait auparavant cédé gracieusement une salle pour l'apprentissage du Coran selon la méthode traditionnelle. L'Association «Moustakbal Chabab» s'est proposé pour l'achat, le prix étant fixé à quatre cent mille francs (400.000 frs). La somme a été péniblement réunie car elle provient intégralement d'une souscription dont l'ouverture était soumise à l'autorisation du Préfet d'Alger, celui-ci la donne, avec accord du Gouverneur Général, à la date du 4 Mai 1944. Les dons provenaient de la part de modestes pères de familles et de commerçants des localités suivantes: Alger, Hussein-Dey, Kouba, El Harrach, Blida, Boufarik «et environs». Certains membres de l'Association faisaient même des collectes dans les cafés.

Dans ses nouveaux locaux l'Association instaure un enseignement de type moderne avec utilisation de tables

scolaires, de tableaux noirs, etc... Les disciplines enseignées sont variées et remplissent un éventail complet:

- Coran,
- Histoire du Monde Musulman,
- Géographie du Monde et surtout des Pays Arabes,
- Dictée,
- Rédaction,
- Récitation,
- Grammaire et conjugaison,
- Calcul,
- Sciences naturelles.

L'école assurait un cycle primaire complet allant du cours élémentaire au cours de fin d'études et sanctionné par le certificat d'études primaires. Pour avoir une idée de l'importance de l'établissement, il faut savoir que quatre cents (400) élèves environ étaient inscrits juste avant sa cessation d'activité (décembre 1961).

Les classes étaient mixtes et pour permettre à un maximum d'enfants de suivre les études, deux groupes étaient organisés, chacun assistant à deux heures de cours du soir une fois tous les deux jours, auxquels s'ajoutaient une demi-journée du jeudi et une autre du dimanche. Les élèves suivant parallèlement une scolarité à l'école française, il est bien évident que les cours à la Médersa ne pouvaient avoir lieu qu'aux heures et jours où la première fermait ses portes. Les enseignants étaient recrutés et rémunérés directement par l'Association, certains avaient été formés à l'école d'Ibn Badis, d'autres en Tunisie.

L'enseignement de la Médersa se limitant au niveau primaire, les meilleurs élèves qui voulaient, avec accord de leurs parents, poursuivre leurs études dans le cycle secondaire étaient envoyés en Tunisie. C'est ainsi que pour l'année scolaire 1946--1947 trois (3) élèves furent envoyés au collège Sadiki et un à la Zitouna; l'année suivante trois de plus au premier et deux autres à la seconde, le but étant «d'arriver à former de vrais pionniers pour une propagation

solide et continue de la langue arabe et des sciences islamiques»<sup>3</sup>.

les parents de chaque enfant qui suivait l'enseignement à la Médrsa devaient verser une cotisation mensuelle d'un montant très modeste car en rapport avec les revenus très limités de l'immense majorité des familles. L'ensemble de ces recettes ne parvenait pas à couvrir les frais du fonctionnement ordinaire de l'établissement (salaires des enseignants notamment). Aussi était-il fait appel à la générosité des personnes «soucieuses... de l'avenir de notre pays et de ses futurs dirigeants»<sup>4</sup> et ayant les moyens, même modestes, de faire des dons à l'Association pour lui permettre de poursuivre sa noble tâche. Durant l'année scolaire 1947--1948 une lettre était rédigée dans ce sens et adressée individuellement à toutes les personnes susceptibles d'apporter une contribution financière. En introduction, il était rappelé que l'Association avait «pour but unique d'enseigner et de propager la langue Arabe et les sciences islamiques, et de faire revivre saines et débarassées de tous les préjugés, les anciennes traditions de l'Islam». On retrouve là l'influence du mouvement réformiste d'Ibn Badis. Le texte ajoute: «Depuis sa fondation, elle s'est forcée de concrétiser sa devise et d'être digne du nom qu'elle s'est donnée à savoir: assurer à la nouvelle génération une instruction Arabe pure et saine et l'orientation vers une éducation basée sur les vérités islamiques».

En plus des souscriptions, la Médersa organisait des fêtes dans ses locaux; c'était l'occasion de faire quelques recettes\*par la collecte d'argent (chaque participant donnant selon ses possibilités). L'essentiel du spectacle était constitué de pièces de théâtre et de chansons dont le contenu patriotique était plus ou moins apparent selon la conjoncture politique du moment et l'intensité de la répression coloniale.

Durant l'année scolaire qui a précédé l'indépendance, la Médersa a subi deux attentats à l'explosif; elle représentait

sans doute aux yeux de leurs auteurs le symbole de l'Algérie nouvelle.

Un plasticage à la date du 13 décembre 1961 a occasionné des destructions estimées par un rapport d'expertise établi le 06 janvier 1962 à plus de vingt milles nouveaux francs (20.000 N.F), le nouveau franc étant l'unité monétaire de l'époque. De plus, l'organisation criminelle «o.a.s» assassinant aussi bien des adultes que des vieillards et des enfants, les élèves n'étaient plus en sécurité et auraient risqué tous les jours la mort en se rendant aux cours; c'est pourquoi l'enseignement a été définitivement suspendu au mois de Décembre 1961 (officiellement le 31).

Un second attentat a eu lieu durant le mois de Juin 1962. Selon le rapport d'expertise établi, l'explosion d'une forte charge de TNT a entraîné un violent incendie. Les dégâts ont été évalués à plus de cent dix milles nouveaux francs (110.000 N.F.)

La destruction sauvage de l'établissement était un acte de désespoir venant trop tard de la part de l'organisation fasciste car l'cole s'était déjà honorablement acquittée de sa mission en assurant courageusement et dans les circonstances historiques les plus dramatiques l'instruction en langue arabe de centaines de jeunes gens, garçons et filles. Nombreux parmi eux sont ceux qui ont connu, comme certains de leurs enseignants, la torture des prisons ou qui sont tombés au champ d'honneur. Nous sommes persuadés que la Médersa a eu une bonne part de responsabilité dans l'éveil de leur conscience politique.

Si les anciens élèves de la Médersa se sont trouvés prêts, lors de la mise en application de la politique d'arabisation dans l'Algérie indépendante, ils savent qu'ils le doivent à la clairvoyance de leurs parents qui ont eu une vision à long terme - l'appellation «Moustakbal Chabab» prenant toute sa signification-et qui ont mené un courageux combat sur le plan culturel. Qu'il nous soit permis de rendre à tous, morts et vivants, un vibrant hommage.

## REFERENCES

1 et 2 - LACOSTE (Y.), NOUSCHI (A.) et PRENANT (A.)  
L'Algérie, passé et présent. Edit. Sociales. Paris, 1960. p.  
228.

3 et 4 - Lettre rédigée par l'Association «Moustakbal  
Chabab» et destinée à d'éventuels souscripteurs.

